



Registration of a Charge

Company name: **TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED**

Company number: **09342829**



X4MC1VIB

Received for Electronic Filing: **15/12/2015**

Details of Charge

Date of creation: **02/12/2015**

Charge code: **0934 2829 0001**

Persons entitled: **BANCO SANTANDER, S.A.**

Brief description:

Contains fixed charge(s).

Contains negative pledge.

Authentication of Form

This form was authorised by: **a person with an interest in the registration of the charge.**

Authentication of Instrument

Certification statement: **I CERTIFY THAT SAVE FOR MATERIAL REDACTED PURSUANT TO S.859G OF THE COMPANIES ACT 2006 THE ELECTRONIC COPY INSTRUMENT DELIVERED AS PART OF THIS APPLICATION FOR REGISTRATION IS A CORRECT COPY OF THE ORIGINAL INSTRUMENT.**

Certified by: **TROWERS & HAMLINS LLP**



CERTIFICATE OF THE REGISTRATION OF A CHARGE

Company number: 9342829

Charge code: 0934 2829 0001

The Registrar of Companies for England and Wales hereby certifies that a charge dated 2nd December 2015 and created by TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED was delivered pursuant to Chapter A1 Part 25 of the Companies Act 2006 on 15th December 2015 .

Given at Companies House, Cardiff on 16th December 2015

The above information was communicated by electronic means and authenticated by the Registrar of Companies under section 1115 of the Companies Act 2006



Companies House



THE OFFICIAL SEAL OF THE
REGISTRAR OF COMPANIES

**DE GAULLE
FLEURANCE
& ASSOCIÉS**

SOCIÉTÉ D'AVOCATS

CONVENTION DE NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES

En date du 2 décembre 2015

TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED

en qualité de Constituant

en faveur de

BANCO SANTANDER, S.A.

en qualité d'Agent, d'Agent des Sûretés et d'Agent Intercréanciers

et

Les autres Bénéficiaires

avec

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU TONNEROIS

la Société

Certified as a true, complete and up to date
copy of the original. *Alamy*
By: Adil GUESSOUS, lawyer at UGGC Avocats
Date: 15 December 2015

SCP UGGC Avocats
Cabinet d'Avocats
47, rue de Monceau - 75008 PARIS
Tél. : +33 (0)1 56 69 70 00
Toque P 261

Sommaire

	Page
1 Définitions et interprétation.....	4
2 Constitution et assiette du Nantissement.....	6
3 Agrément	7
4 Déclarations et garanties	7
5 Engagements	8
6 Réalisation	10
7 Inscription et frais	12
8 Limitation de responsabilité des Bénéficiaires	12
9 Répartition.....	12
10 Stipulations générales	13
11 Mainlevée du Nantissement	13
12 Dépenses.....	14
13 Ambiguïté et exercice des droits	14
14 Successeurs et ayants droit.....	15
15 Notifications.....	15
16 Droit applicable et attribution de juridiction.....	15
ANNEXE 1 Les Prêteurs Initiaux.....	17
ANNEXE 2 Liste des Documents de Couverture.....	18
ANNEXE 3 Traduction libre du Nantissement en langue anglaise.....	19

CETTE CONVENTION DE NANTISSEMENT DE PARTS SOCIALES (ci-après, avec ses annexes et telle qu'amendée la « **Convention** ») est conclue entre :

- (1) **TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED**, une société à responsabilité limitée de droit anglais (*private company limited by shares*), dont le siège social est situé 1 Kingsway, WC2B 6AN Londres (Royaume Uni) et dont le numéro unique d'identification est le 9342829 (ci-après dénommée le « **Constituant** »),

de première part,

- (2) **BANCO SANTANDER, S.A.**, une *Sociedad Anónima* de droit espagnol dont le siège social est situé 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Espagne, et dont le numéro unique d'identification est le A-3900013, agissant en sa qualité d'agent du crédit au titre du Contrat de Crédits (tel que défini ci-dessous) (*Facilities Agreement*), (ci-après dénommée l'« **Agent** », cette expression incluant ses successeurs, ayants droit et cessionnaires),

de deuxième part,

- (3) **BANCO SANTANDER, S.A.**, une *Sociedad Anónima* de droit espagnol dont le siège social est situé 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Espagne, et dont le numéro unique d'identification est le A-3900013, agissant en sa qualité d'agent des sûretés et d'agent intercréanciers au titre du Contrat de Crédits, (tel que défini ci-dessous) (*Facilities Agreement*) et de l'Accord Intercréanciers (tel que défini ci-dessous) (*Intercreditor Agreement*), (ci-après dénommée l'« **Agent des Sûretés** » ou l'« **Agent Intercréanciers** », ces expressions incluant ses successeurs, ayants droit et cessionnaires),

de troisième part,

- (4) **LES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS**, dont la liste figure à l'Annexe 1 (*Les Prêteurs Initiaux*) des présentes, agissant à la date des présentes en leur qualité de prêteurs initiaux aux termes du Contrat de Crédits (tel que défini ci-dessous) (*Facilities Agreement*) (ci-après dénommés les « **Prêteurs Initiaux** » et ensemble avec leurs successeurs, ayants droit et cessionnaires, les « **Prêteurs** ») représentés aux fins des présentes par l'Agent des Sûretés,

de quatrième part,

- (5) **BANCO SANTANDER, S.A.**, une *Sociedad Anónima* de droit espagnol dont le siège social est situé 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Espagne, et dont le numéro unique d'identification est le A-3900013, agissant à la date des présentes en sa qualité de banque de couverture initiale des Documents de Couverture (tel que définis ci-dessous) (*Hedging Agreements*), (ci-après dénommées la « **Banque de Couverture Initiale** », et ensemble avec ses successeurs, ayants droit et cessionnaires, les « **Banques de Couverture** »), représentée aux fins des présentes par l'Agent des Sûretés,

de cinquième part,

ET

- (6) **SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU TONNERROIS**, une société à responsabilité limitée de droit français, au capital de 3.700 €, dont le siège social est situé 5 place Charles Beraudier, 69003 Lyon et immatriculée dans le Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 799 760 871 (ci-après dénommée la « Société »)

de sixième part,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ QUE :

- (A) Conformément au Contrat de Crédits (tel que défini ci-dessous), les Prêteurs ont consenti à la Société des facilités de crédits afin de financer le développement, la construction et l'exploitation d'un parc éolien d'une capacité de 20 mégawatts, composé de 10 aérogénérateurs et de deux postes de livraison, situé à Moulins-en-Tonnerrois et Pasilly dans le département de l'Yonne (le « **Parc Eolien** ») et en particulier :
- (a) un crédit à terme pour un montant maximum en principal de 23.937.049,26 € (le « **Crédit à Terme** ») (*Term Loan Facility*), et
 - (b) un crédit TVA pour un montant maximum en principal de 2.400.000 € (le « **Crédit TVA** ») (*VAT Facility*).
- (B) La Société a conclu des contrats de couverture de taux (*Hedging Documents*) (les « **Documents de Couverture** ») avec la Banque de Couverture Initiale conformément à l'article 24.30 (*Hedging Strategy*) du Contrat de Crédits.
- (C) Conformément aux termes de l'Accord Intercréanciers (tel que défini ci-dessous), l'Agent des Sûretés a été mandaté par les Bénéficiaires (tels que définis ci-dessous) aux fins d'exercer en leur nom certains de leurs droits au titre des présentes.
- (D) Le Constituant a accepté de garantir les Obligations Garanties (telles que définies ci-dessous) au moyen de la constitution, en faveur des Bénéficiaires, d'un nantissement portant sur la totalité des parts sociales détenues par le Constituant dans la Société, aux termes et conditions stipulées ci-après.

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

1 Définitions et Interprétation

1.1 Aux fins de la présente Convention :

« **Accord Intercréanciers** » désigne l'accord Intercréanciers en langue anglaise intitulé « *Intercreditor Agreement* » conclu en date du 2 décembre 2015 entre notamment la Société, l'Agent, l'Agent Intercréanciers, les Prêteurs, la Banque de Couverture Initiale, le Constituant et l'Agent des Sûretés, tel qu'amendé ou modifié,

« **Bénéficiaires** » désigne, ensemble, l'Agent, l'Agent des Sûretés, l'Agent Intercréanciers, les Prêteurs et les Banques de Couverture.

« **Cas de Défaut** » désigne un "Event of Default", tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits. Afin d'éviter toute ambiguïté, il est entendu qu'un Cas de Défaut

Potentiel (*Potential Event of Default*) (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits) ne peut en aucun cas être compris comme étant constitutif d'un Cas de Défaut aux termes de la présente Convention.

« **Documents de Couverture** » désigne les documents conclus ou devant être conclus entre la Société et la Banque de Couverture Initiale tels que listés en Annexe 2 (*Liste des Documents de Couverture*) ou qui sont conformes aux dispositions de l'Accord Intercréanciers.

« **Contrat de Crédits** » désigne la convention de crédits en langue anglaise intitulée "*Facilities Agreement*" d'un montant maximal en principal de 26.337.049,26 € conclue en date du 2 décembre 2015 entre, notamment, la Société, l'Agent, l'Agent des Sûretés, la Banque de Couverture Initiale et les Prêteurs, telle qu'amendée ou modifiée.

« **Défaut Déclaré** » désigne un Cas de Défaut pour lequel un avis ou une déclaration d'exigibilité anticipée ou de déchéance du terme a été remis au Constituant, conformément aux stipulations de l'article 27.25 (*Acceleration*) du Contrat de Crédits.

« **Devise de Paiement** » désigne, pour toute créance ou somme d'argent considérée, la devise dans laquelle ladite créance ou somme d'argent est libellée ou, s'il s'agit d'une devise différente, celle dans laquelle ladite créance ou somme d'argent est stipulée payable.

« **Documents de Financement** » désigne les « *Finance Documents* » (tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits).

« **Jour Ouvré** » désigne un "*Business Day*", tel que ce terme est défini dans le Contrat de Crédits.

« **Nantissement** » désigne le nantissement des Parts Sociales consenti par le Constituant aux termes de la présente Convention.

« **Obligations Garanties** » désigne l'ensemble des engagements et des obligations de paiement et de remboursement contractées à tout moment par la Société envers les Bénéficiaires aux termes des Documents de Financement, y compris au titre de futures mises à disposition de fonds conformément aux termes des Documents de Financement tels qu'éventuellement prorogés, modifiés ou amendés, que ce soit seul, conjointement ou solidairement avec toute autre personne, inconditionnellement ou non, immédiatement ou à terme, y compris :

(i) en qualité d'Emprunteur (*Borrower*) :

- (a) au titre du Crédit à Terme (*Term Loan Facility*) pour un montant maximum en principal de 23.937.049,26 €,
- (b) au titre du Crédit TVA (*VAT Facility*) pour un montant maximum en principal de 2.400.000 €,

(ii) en qualité de partie aux Documents de Couverture;

augmenté de tout montant en principal résultant d'une capitalisation d'intérêts et le cas échéant, de tous intérêts, tous intérêts de retard, frais, honoraires, commissions et accessoires quelconques, calculés conformément aux termes des Documents de Financement.

« **Partie** » désigne une partie à la présente Convention.

« **Parts Sociales** » désigne les trois mille sept cents (3.700) parts sociales d'une valeur nominale de un EUR (1 Euro) chacune numérotées de 1 à 3.700 émises par la Société et détenues par le Constituant, représentant la totalité du capital social de la Société ainsi que tout autre titre qui entrerait dans l'assiette du Nantissement conformément aux stipulations des Articles 2.2 et 2.3.

- 1.2 Les stipulations du paragraphe 1.2 (Interprétation) de l'Accord Intercréanciers s'appliquent *mutatis mutandis* pour les besoins de la présente Convention.
- 1.3 Les termes et expressions utilisés dans la présente Convention auront, sauf stipulation contraire, la signification qui est donnée à leur traduction anglaise dans l'Accord Intercréanciers ou, dans la mesure où lesdits termes et expressions ne seraient pas définis dans l'Accord Intercréanciers, la signification qui est donnée à leur traduction anglaise dans le Contrat de Crédits.
- 1.4 En cas de contradiction ou de divergence entre l'une quelconque des stipulations de la présente Convention et l'une quelconque des stipulations de l'Accord Intercréanciers, les termes de l'Accord Intercréanciers prévaudront, hormis les cas où les stipulations de la présente Convention deviendraient nulles et/ou inopposables.

2 Constitution et assiette du Nantissement

2.1 Nantissement des Parts Sociales

Aux termes de la présente Convention et à titre de sûreté et de garantie de l'exécution et du paiement des Obligations Garanties, le Constituant consent au profit des Bénéficiaires qui l'acceptent, un nantissement de premier rang sur les Parts Sociales conformément aux dispositions des articles 2355 et suivants du Code civil et des articles L. 521-1 et suivants du Code de commerce.

2.2 Assiette du Nantissement

- 2.2.1 Le Nantissement est expressément étendu à toutes les parts sociales et à tous les titres qui viendraient en substitution ou en complément des Parts Sociales par suite d'échange, de regroupement, de division, d'attribution gratuite, de droit préférentiel de souscription, d'option ou par tout autre moyen. Le Constituant s'engage envers les Bénéficiaires à accomplir, à ses frais, toute formalité qui pourrait s'avérer nécessaire ou utile à cet effet.
- 2.2.2 Le Nantissement s'étendra également au produit de tout remboursement ou amortissement des Parts Sociales ainsi que plus généralement à toute somme payée ou due au Constituant à titre d'indemnité ou autrement et qui ne serait que la représentation par subrogation réelle de tout ou partie des Parts Sociales. Le Constituant s'engage envers les Bénéficiaires à accomplir, à ses frais, toute formalité qui pourrait s'avérer nécessaire ou utile à cet effet.
- 2.2.3 Dans l'hypothèse où, postérieurement à la date de signature de la présente Convention, le Constituant viendrait à acquérir ou à souscrire de quelque manière que ce soit (i) toute nouvelle part sociale représentative du capital social de la Société ou (ii) toute option donnant droit à l'attribution de parts sociales émises en représentation d'une quotité du capital social de Société, le Nantissement s'étendra auxdites parts sociales ou options. Le Constituant

s'engage envers les Bénéficiaires à accomplir, à ses frais, toute formalité qui pourrait s'avérer nécessaire ou utile à cet effet.

- 2.3** Le Constituant s'engage à faire en sorte de maintenir le pourcentage du capital social de la Société représenté par les Parts Sociales à la date de signature de la présente Convention et, à cet effet, à souscrire ou à faire en sorte de bénéficier de toute augmentation du capital de la Société de telle sorte que les titres ainsi souscrits soient nantis au profit des Bénéficiaires conformément à l'Article 2.2.3. Le Constituant s'engage envers les Bénéficiaires à accomplir, à ses frais, toute formalité qui pourrait s'avérer nécessaire ou utile à cet effet.

3 Agrément

- 3.1** A la date de signature de la présente Convention, le Constituant remettra à l'Agent des Sûretés (i) une copie certifiée conforme des statuts de la Société et (ii) une copie certifiée conforme de la décision de l'associé unique de la Société agréant par anticipation et en tant que de besoin les Bénéficiaires ainsi que tout adjudicataire et attributaire éventuel des Parts Sociales (quel que soit le mode de réalisation retenu) en qualité de futurs associés de la Société en cas de réalisation du Nantissement conformément aux statuts de la Société et aux dispositions de l'article L. 223-15 du Code de commerce.

- ~~**3.2** En conséquence, en cas de réalisation du Nantissement, lesdits Bénéficiaires seront réputés avoir été agréés en tant qu'associés de la Société en cas d'appropriation, d'attribution judiciaire ou de vente publique de tout ou partie des Parts Sociales, à moins que, conformément à la réglementation applicable, la Société ne choisisse de racheter les Parts Sociales.~~

4 Déclarations et garanties

- 4.1** Le Constituant déclare et garantit aux Bénéficiaires, qu'à la date de signature de la présente Convention :
- 4.1.1** Il a la pleine capacité pour conclure la Convention et consentir le Nantissement et il n'existe aucun obstacle légal, réglementaire ou contractuel à la conclusion de la Convention et à la constitution du Nantissement, par suite de cessation des paiements, procédure collective d'apurement du passif, défaut de pouvoirs ou d'autorisation, non-conformité à l'objet social ou légal ou pour tout autre motif ;
 - 4.1.2** sous réserve de l'obtention de l'agrément préalable visé à l'Article 3 et de l'accomplissement des formalités prévues à l'Article 7, toutes les décisions requises des organes sociaux de la Société et de son associé et toutes les autres mesures et autorisations nécessaires afin de conclure et d'exécuter la présente Convention et consentir un nantissement sur les Parts Sociales valable et opposable à l'égard des tiers, ont été prises et/ou obtenues et demeurent en vigueur ;
 - 4.1.3** les Parts Sociales détenues par le Constituant représentent la totalité des parts sociales de la Société, soit la totalité du capital social et des droits de vote de la Société ;

- 4.1.4 les Parts Sociales lui appartiennent en pleine propriété, ont été valablement souscrites et sont entièrement libérées ;
 - 4.1.5 les Parts Sociales ne font l'objet d'aucune sûreté, saisie, séquestre, opposition ou autre forme d'indisponibilité de quelque nature que ce soit, autre que le Nantissement ;
 - 4.1.6 les Parts Sociales ne sont, à l'exception des dispositions légales et statutaires relatives à l'agrément préalable des cessionnaires des Parts Sociales, sujettes à aucune restriction légale, conventionnelle ou judiciaire affectant leur libre disponibilité ou susceptible d'affecter les droits et prérogatives des Bénéficiaires aux termes de la présente Convention ; en particulier, les Parts Sociales ne sont pas représentatives d'apports en Industrie et il n'existe aucun mécanisme statutaire ou extrastatutaire destiné à aménager les modalités de cession des Parts Sociales tels que droits de préférence ou de préemption auquel il n'aurait pas été renoncé ;
 - 4.1.7 il n'existe aucune option au bénéfice d'un tiers relative à la souscription ou à l'achat sous quelque forme que ce soit de l'une quelconque des parts sociales de la Société et, plus généralement, aucun accord n'est actuellement en vigueur aux termes duquel la Société s'est engagée à émettre de nouvelles parts sociales en faveur de toute personne autre que le Constituant ;
 - 4.1.8 le Nantissement constitue un nantissement de premier rang sur les Parts Sociales pour sûreté des Obligations Garanties.
- 4.2 Les déclarations et garanties du Constituant figurant aux paragraphes 4.1.1 à 4.1.8 ci-dessus seront réputées être réitérées aux dates établies conformément aux stipulations de l'article 19.38 (*Repetition*) du Contrat de Crédits.

5 Engagements

Le Constituant s'engage irrévocablement au profit de chacun des Bénéficiaires à la date des présentes et pour la durée de la Convention à :

- 5.1 détenir la totalité du capital social et des droits de vote de la Société ;
- 5.2 à première demande de l'Agent des Sûretés et aux frais du Constituant, signer et/ou fournir tout acte ou autre document, effectuer toute formalité et, plus généralement, prendre toute mesure que l'Agent des Sûretés pourra raisonnablement considérer comme nécessaire, pour établir ou parfaire le Nantissement ou pour maintenir, protéger, préserver ou permettre l'exercice des droits et prérogatives des Bénéficiaires découlant de la présente Convention ;
- 5.3 communiquer à l'Agent des Sûretés dès qu'il en aura connaissance toute information utile concernant le Nantissement, les Parts Sociales ou le capital social de la Société et notamment toute information concernant un projet d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération pouvant affecter le capital social de la Société ;
- 5.4 fournir (et faire en sorte que la Société fournisse) à l'Agent des Sûretés dans les meilleurs délais toute information et tout document concernant les Parts Sociales ou le

capital social de la Société que l'Agent des Sûretés pourrait raisonnablement demander et prendre toutes mesures nécessaires à cet égard ;

- 5.5** informer immédiatement l'Agent des Sûretés de la survenance et de l'évolution de tout événement (y compris tout litige ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale ainsi que toute mesure conservatoire ou d'exécution concernant les Parts Sociales) qui pourrait affecter défavorablement les droits des Bénéficiaires au titre de la présente Convention ;
- 5.6** informer l'Agent des Sûretés dans les meilleurs délais :
- 5.6.1** de l'acquisition par lui ou de la conclusion de toute convention en vue d'acquérir de nouvelles parts sociales de la Société ;
 - 5.6.2** de l'émission par la Société et de la souscription par lui de toutes nouvelles parts sociales de la Société ;
- 5.7** entreprendre toute démarche nécessaire pour défendre ses droits sur les Parts Sociales contre toute demande ou action émanant de tiers qui pourrait affecter défavorablement les droits des Bénéficiaires au titre de la présente Convention ;
- 5.8** au cas où le Nantissement s'avérerait ou risquerait de s'avérer, à un moment quelconque, nul, inopposable ou non réalisable, consentir, à la demande de l'Agent des Sûretés, aux Bénéficiaires toute sûreté équivalente en remplacement du présent Nantissement à titre de sûreté du paiement et de la bonne exécution des Obligations Garanties ;
- 5.9** faire tout ce qui pourrait lui être raisonnablement demandé par l'Agent des Sûretés afin de donner plein effet aux droits des Bénéficiaires au titre de la présente Convention ;
- 5.10** ne pas vendre, céder, disposer, aliéner, transférer ou échanger de quelque manière que ce soit tout ou partie des Parts Sociales sans l'accord préalable écrit de l'Agent des Sûretés ;
- 5.11** ne pas créer ou laisser constituer ou subsister un quelconque privilège ou aucune sûreté grevant les Parts Sociales à l'exception du Nantissement ;
- 5.12** ne pas conclure ou laisser subsister toute option ou autre accord permettant à toute personne d'avoir le droit d'exiger du Constituant qu'il cède ou dispose de quelque manière que ce soit des Parts Sociales ;
- 5.13** ne pas annuler, amortir ou réduire le capital social de la Société ;
- 5.14** ne pas exercer ses droits et prérogatives en tant qu'associé de la Société (y compris dans le cadre de l'exercice des droits de vote attachés aux Parts Sociales) d'une quelconque façon qui serait susceptible de diminuer la valeur du Nantissement ou d'affecter défavorablement les droits et prérogatives des Bénéficiaires au titre de la présente Convention (en ce compris par le vote de toute résolution aux fins de modifier les statuts de la Société de manière à limiter la transférabilité des Parts Sociales au profit des Bénéficiaires ou de tout adjudicataire ou attributaire) ;
- 5.15** ne pas conclure un quelconque accord ou signer un quelconque document qui viendrait contrevenir aux stipulations de la présente Convention ou qui pourrait affecter défavorablement les droits et prérogatives des Bénéficiaires au titre de la présente Convention ;

- 5.16** ne pas poursuivre la Société pour la forcer au paiement en cas de prorogation des délais de paiement accordés à celle-ci par les Bénéficiaires ou l'un quelconque d'entre eux ;
- 5.17** sous réserve de toute disposition impérative en matière de procédures collectives et des stipulations des Documents de Financement, ne pas se prévaloir de tout délai, de toute annulation de dette en totalité ou en partie, ou de toute autre mesure pouvant être imposée aux créanciers de la Société dans le cadre d'une procédure collective ou d'une procédure similaire ;
- 5.18** ne pas exercer un quelconque droit de subrogation aux droits des Bénéficiaires à l'encontre de la Société, qu'il pourrait avoir au titre du Nantissement, que ce droit soit contractuel ou légal, tant que les Obligations Garanties ne sont pas éteintes ;
- 5.19** ne pas exercer un quelconque droit qu'il pourrait détenir personnellement à l'encontre de la Société en vertu du Nantissement lui permettant de réclamer tout remboursement ou toute indemnisation, que ce droit soit contractuel ou légal et que ce droit existe avant ou après (i) tout paiement qui pourrait être fait par le Constituant aux Bénéficiaires ou (ii) toute réalisation, intégrale ou partielle, du Nantissement ;
- 5.20** ne pas se prévaloir du bénéfice de toute sûreté consentie à l'un quelconque des Bénéficiaires ou pour leur bénéfice afin de garantir le paiement des Obligations Garanties et ce, même si le Constituant a rempli tout ou partie de ses obligations découlant des présentes ou si le Nantissement a été réalisé en tout ou partie ; et
- 5.21** n'effectuer aucun acte de nature à porter atteinte de manière significative au Nantissement.

6 Réalisation

- 6.1** L'Agent des Sûretés agissant sur instructions des Bénéficiaires pourra, à compter de l'expiration d'un délai de huit (8) jours à compter de la notification de réalisation envoyé au Constituant suivant la survenance d'un Défaut Déclaré ou de la survenance d'un Cas de Défaut prévu à l'article 27.1 (*Non-Payment*) du Contrat de Crédits qui est en cours : (i) exercer tous les droits, actions et privilèges que la loi reconnaît aux bénéficiaires d'un nantissement de même nature que le Nantissement et (ii) poursuivre la réalisation du Nantissement conformément aux stipulations de l'Accord Intercréanciers et aux dispositions légales et réglementaires applicables, y compris faire procéder à la vente de tout ou partie des Parts Sociales conformément à l'article 2346 du Code Civil et à l'article L.521-3 du Code de commerce, demander l'attribution judiciaire de tout ou partie des Parts Sociales conformément à l'article 2347 du Code civil ou demander l'attribution de tout ou partie des Parts Sociales conformément à l'article 2348 du Code civil.
- 6.2** Concernant l'attribution des Parts Sociales conformément à l'article 2348 du Code Civil, il est précisé ce qui suit :
 - 6.2.1** En cas de réalisation du Nantissement conformément au paragraphe 6.1 ci-dessus, les Parties consentent irrévocablement à ce que les Bénéficiaires puissent librement décider, sans avoir à recourir à une quelconque procédure d'attribution judiciaire, de se voir attribuer automatiquement les Parts Sociales et autres droits compris dans l'assiette du Nantissement conformément la présente Convention (auquel cas les Bénéficiaires acquerront automatiquement la propriété des Parts Sociales considérées à l'expiration du délai de huit (8) jours visé à l'Article 6.1, sans que l'accord ou

le consentement du Constituant ne soient nécessaires). Les Bénéficiaires seront alors autorisés à disposer librement de ces actifs.

6.2.2 Pour les besoins de l'Article 6.2.1, les Parties consentent irrévocablement à ce que l'expert dont il est fait référence à l'article 2348 du Code civil soit désigné dans les huit (8) jours de la notification de réalisation visée à l'Article 6.1 ci-dessus, parmi l'un des deux établissements suivants et dans cet ordre de priorité : (i) KPMG ou (ii) Deloitte (l'« Expert » et collectivement les « Experts »), à moins que les Parties, agissant raisonnablement, ne considèrent que l'Expert ainsi désigné est en situation de conflit d'intérêts. Dans ce cas, et notamment si :

- (a) selon l'opinion raisonnable de l'une quelconque des Parties, les Experts s'avèrent tous être en situation de conflit d'intérêts et que cette situation a fait l'objet d'une notification aux autres Parties dans les huit (8) jours de la notification de réalisation visée à l'Article 6.1 ; ou
- (b) les établissements mentionnés ci-dessus refusent d'être nommés en tant qu'Expert, alors

les Parties négocieront, de bonne foi, afin de nommer un expert indépendant exerçant à Paris, dans les cinq (5) Jours Ouvrés à compter, selon le cas, de la notification ou du refus mentionnés ci-dessus. Si, à l'expiration de ce délai, les Parties ne choisissent pas d'expert ou ne parviennent pas à un accord quant au choix de l'expert, le Président du Tribunal de commerce de Paris sera chargé, à la demande de la Partie la plus diligente, de nommer un expert inscrit sur la liste des experts près la Cour d'appel de Paris, sous la section « Économie et Finance », sous-section « Comptabilité » ou « Finances » et dont la spécialité est l'évaluation de droits sociaux - fusions, scissions et apports, ou toute autre liste venant remplacer celle-ci. Dans tous les cas, la nomination de l'Expert sera définitive et s'imposera aux Parties. Les Parties s'engagent à coopérer avec l'Agent des Sûretés en vue de la réalisation du Nantissement et de la nomination de l'Expert.

6.3 La valeur des Parts Sociales à la date de réalisation du présent Nantissement (la "Valeur") sera déterminée par l'Expert conformément à ce qui suit :

- 6.3.1 l'Expert devra être indépendant vis-à-vis des Parties ;
- 6.3.2 l'Expert devra agir, conformément aux dispositions de l'article 2348 du Code civil en qualité de mandataire commun des Parties ;
- 6.3.3 l'Expert devra écouter les arguments de chacune des Parties ;
- 6.3.4 l'Experts devra, dans un délai de dix (10) jours à compter de sa nomination ou toute autre période raisonnablement convenue entre les Parties, remettre au Constituant et à l'Agent des Sûretés son rapport déterminant la Valeur ainsi que les méthodes d'évaluation utilisées pour sa détermination. Il est expressément convenu que l'Expert devra choisir les méthodes d'évaluation en ayant égard aux faits et circonstances existant à la date de réalisation du Nantissement.

6.3.5 Les Parties devront fournir à l'Expert tous actes ou documents à leur disposition pour permettre à l'Expert d'accomplir sa mission.

6.3.6 Dans la mesure où les Bénéficiaires deviendraient propriétaires des Parts Sociales et où la Valeur de ces dernières excéderait le montant des sommes restant dues aux Bénéficiaires, la somme égale à la différence sera reversée dans les plus brefs délais par l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires) au Constituant.

7 Inscription et frais

7.1 A compter de la date de la présente Convention et conformément aux dispositions du décret n°2006-1804 du 23 décembre 2006 pris pour l'application de l'article 2338 du Code civil, et dans toute la mesure permise et requise par la loi, l'Agent des Sûretés, agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires, procédera à l'inscription (et le moment venu au renouvellement de l'inscription) de la présente Convention sur le registre spécial visé à l'article 2338 du Code civil.

7.2 Le Nantissement sera également enregistré conformément au droit anglais. Une traduction libre du présent Nantissement est annexée en Annexe 3 (*Traduction libre du Nantissement en langue anglaise*) pour les besoins de cet enregistrement uniquement. Seule la version du présent Nantissement en langue française fait foi.

7.3 Tous droits, impôts, taxes, pénalités, présents ou futurs de quelque nature que ce soit et d'une manière générale tous les frais raisonnables des Bénéficiaires, y compris tous honoraires et débours raisonnables de conseil, afférents à la préparation ou à la signature de la présente Convention ainsi qu'à son exécution ou qui en seront la suite ou la conséquence, et notamment tous frais d'inscription, d'enregistrement et de signification, seront à la charge du Constituant qui s'y oblige.

8 Limitation de responsabilité des Bénéficiaires

Sous réserve des stipulations de l'Accord Intercréanciers et, sauf faute lourde ou dolosive de leur part, ni l'Agent des Sûretés, ni aucun Bénéficiaire, ni leurs mandataires, préposés ou employés (ci-après les « **Personnes Concernées** ») n'encourront une quelconque responsabilité (du fait de la réalisation du Nantissement ou à tout autre titre) envers le Constituant, tout autre Bénéficiaire ou toute autre personne à raison de tous frais, coûts ou pertes engagés ou encourus du fait de la réalisation du Nantissement ou de toute action, fait ou omission (même fautive) de l'une quelconque des Personnes Concernées en rapport avec le Nantissement ou l'un quelconque des autres Documents de Financement.

9 Répartition

Les sommes qui seront recouvrées par l'Agent des Sûretés (agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires) ou par les Bénéficiaires dans le cadre de l'exercice de leurs droits et prérogatives nées de la présente Convention et du Nantissement seront, sous réserve des éventuels droits de créanciers prioritaires, réparties entre les Bénéficiaires conformément aux stipulations de l'Accord Intercréanciers.

10 Stipulations générales

10.1 Indivisibilité

Sans préjudice des stipulations de l'Article 11 (*Mainlevée du Nantissement*) ci-dessous, la Convention et le Nantissement demeureront en vigueur jusqu'au complet apurement des Obligations Garanties conformément aux Documents de Financement et nonobstant tout paiement ou abandon de créance partiel au titre des Obligations Garanties.

10.2 Réintégration

Dans l'hypothèse où un paiement effectué par le Constituant ou toute décharge accordée par un Bénéficiaire ferait l'objet d'une réduction, d'une restitution, ou d'une remise en cause de quelque manière que ce soit dans le cadre d'une procédure collective ou de tout autre événement ou procédure similaire, alors :

- (i) les obligations du Constituant aux termes de la Convention et du Nantissement n'en seraient pas affectées et demeureraient en vigueur comme si ledit paiement ou ladite décharge, remise en cause ou réduction n'était pas survenu ; et
- (ii) chaque Bénéficiaire pourrait prétendre, à l'encontre du Constituant, au recouvrement (en cas de réalisation de la Sûreté considérée) ou au règlement d'un montant égal à celui qui aurait été dû par le Constituant si ledit paiement ou ladite décharge, remise en cause ou réduction n'était pas survenu.

10.3 Maintien des Obligations Garanties

Les obligations du Constituant au titre de la Convention resteront en vigueur et produiront leurs effets pleins et entiers nonobstant tout fait, acte, omission, événement ou circonstance (y comprise (i) toute modification ou tout amendement des Obligations Garanties, d'un Document de Financement ou autre document ou (ii) toute inopposabilité, illégalité ou invalidité d'un Document de Financement ou autre document) qui, en l'absence des présentes stipulations, aurait en tout ou partie libéré le Constituant de ses obligations au titre de tout Document de Financement ou des présentes ou aurait affecté la portée desdites obligations.

10.4 Sûreté additionnelle

Le Nantissement vient en complément de, et ne saurait en aucun cas préjudicier à, toutes autres sûretés ou garanties personnelles présentes ou à venir et consenties aux Bénéficiaires.

11 Mainlevée du Nantissement

- 11.1** Sous réserve des stipulations du paragraphe 12.2 (*Paiements*) ci-après et dès lors que les Obligations Garanties ont été intégralement et définitivement exécutées conformément aux termes des Documents de Financement, l'Agent des Sûretés s'engage, sur demande et aux frais du Constituant, à donner mainlevée du Nantissement dans les meilleurs délais et à procéder à la radiation de l'inscription prévue à l'Article 7 de la Convention.

- 11.2** En cas de cession ou de transfert d'une partie des Parts Sociales, ou plus généralement si le Constituant venait à ne plus détenir la totalité du capital et des droits de votes de la Société et ce dans le respect des stipulations des Documents de Financement (et notamment des stipulations de la Convention de Crédit relative au Changement de Contrôle (*Change of Control*), l'Agent des Sûretés s'engage, sur demande et aux frais du Constituant, à donner mainlevée du Nantissement dans les meilleurs délais et à procéder à la radiation de l'inscription prévue à l'Article 7 de la Convention, sous réserve que le nouvel associé de la Société et le Constituant consentent chacun un nantissement sur les parts sociales acquises ou détenues, en des termes identiques, *mutatis mutandis*, au présent Nantissement de sorte que l'ensemble des Parts Sociales de la Société soient à tout moment nanties au profit des Bénéficiaires.

12 Dépenses

12.1 Frais et dépenses

Tous les frais, coûts, impôts, taxes, débours, honoraires ou accessoires supportés à raison de la préparation, l'enregistrement, de la notification, de toute modification apportée à la Convention, de la réalisation ou de la mainlevée du Nantissement (en ce compris la radiation de l'inscription prévue à l'Article 7 de la Convention), et plus généralement toutes sommes supportées au titre de la présente Convention et du Nantissement, sont à la charge du Constituant qui s'engage à les payer ou, le cas échéant, à les rembourser à l'Agent des Sûretés dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrés à compter de la demande au Constituant.

12.2 Paiements

Le paiement de toutes sommes mises à la charge du Constituant aux termes de la présente Convention (en ce compris tous dommages et intérêts en cas de violation des stipulations de la présente Convention) sera effectué dans la Devise de Paiement, au crédit du compte ouvert auprès de l'établissement financier et de toutes autres façons que l'Agent des Sûretés aura raisonnablement choisis.

13 Ambiguïté et exercice des droits

13.1 Ambiguïté

En cas d'ambiguïté ou de conflit entre les droits prévus par la loi et ceux stipulés aux termes de l'un quelconque des Documents de Financement, les termes dudit Document de Financement prévaudront dans toute la mesure permise par la loi.

13.2 Exercice des droits

Le fait pour un Bénéficiaire de ne pas exercer un droit, une option ou un privilège quelconque dont il est titulaire au titre des Documents de Financement ou le fait pour lui d'exercer un tel droit, une telle option ou un tel privilège avec retard ne vaudra pas renonciation à ce droit, à cette option ou à ce privilège. De même, l'exercice à un moment donné de l'un quelconque de ses droits ne saurait empêcher l'exercice ultérieur de ces droits et/ou recours de manière similaire ou de toute autre façon. Les droits et recours de chacun des Bénéficiaires aux termes des

Documents de Financement sont cumulatifs et non exclusifs d'autres droits ou recours prévus par la loi.

14 Successeurs et ayants droit

- 14.1** La présente Convention et le Nantissement bénéficieront aux Bénéficiaires ainsi qu'à leurs successeurs, ayants droit et cessionnaires respectifs.
- 14.2** En cas de cession ou transfert par voie de novation de tout ou partie de ses droits et obligations au titre d'un Document de Financement concerné par un Bénéficiaire, ce Bénéficiaire réserve et maintient expressément ses droits, actions et privilèges au titre des présentes au profit de ses successeurs, ayants droit et cessionnaires conformément aux dispositions de l'article 1278 du Code civil.

15 Notifications

Toutes notifications et autres communications qui seront effectuées au titre de la présente Convention devront l'être selon la manière et les formes prescrites à l'article 35 (*Notices*) du Contrat de Crédits qui s'applique *mutatis mutandis* pour les besoins de la présente Convention.

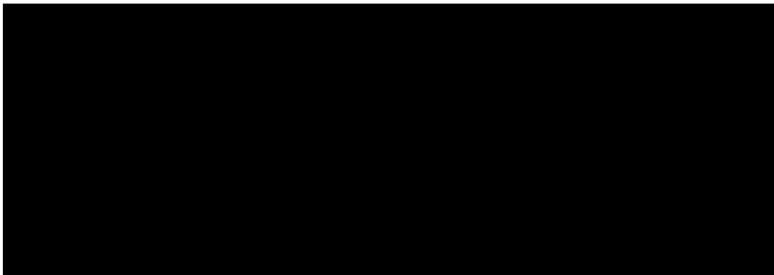
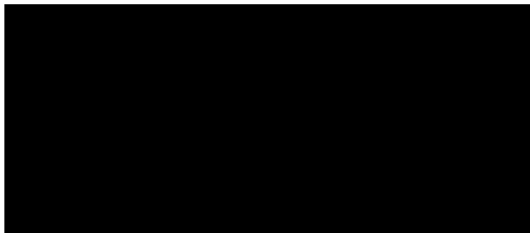
16 Droit applicable et attribution de juridiction

- 16.1** La présente Convention et toutes les obligations non contractuelles en résultant ou y relatives seront régies par et interprétées conformément au droit français.
- 16.2** Tout différend entre les Parties à la présente Convention quant à son interprétation, son exécution (y compris tout différend relatif à des obligations non contractuelles en résultant ou y relatives) ou sa réalisation sera porté exclusivement devant les tribunaux de la juridiction commerciale et, en première instance, devant le Tribunal de commerce de Paris.

Fait à Paris, le 2 décembre 2015,
En cinq (5) exemplaires originaux.

Le Constituant

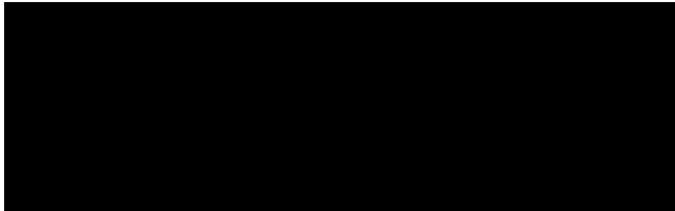
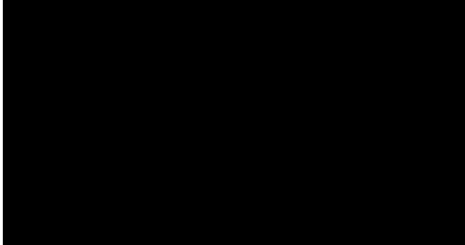
TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED



L'Agent des Sûretés,

agissant au nom et pour le compte des Bénéficiaires

BANCO SANTANDER, S.A.



La Société

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU
TONNEROIS



Par RICHARD PERRIN

ANNEXE 1
Les Prêteurs Initiaux

BANCO SANTANDER, S.A., une *Sociedad Anonima* de droit espagnol dont le siège social est situé 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Espagne, et dont le numéro unique d'identification est le A-3900013, agissant par l'intermédiaire de sa succursale française située 40 rue de Courcelles, 75008 Paris et dont le numéro unique d'identification est le 722 067 105 RCS Paris.

ANNEXE 2

Liste des Documents de Couverture

Le ISDA 2002 master agreement et toutes les confirmations correspondantes conclu ce jour entre SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU TONNERROIS et BANCO SANTANDER, S.A. en qualité de Banque de Couverture Initiale.

ANNEXE 3
Traduction libre du Nantissement en langue anglaise

SHARE PLEDGE AGREEMENT

dated 2 December 2015

created by

TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED

as Pledgor

In favour of

BANCO SANTANDER, S.A.

as Agent, Security Agent and Intercreditor Agent

and

THE OTHER SECURED PARTIES

with

SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU TONNEROIS

the Company

TABLE OF CONTENTS

1	Definitions and Interpretation	Erreur ! Signet non défini.
2	Grant and scope of the Pledge	Erreur ! Signet non défini.
3	Approval	Erreur ! Signet non défini.
4	Representations and warranties	Erreur ! Signet non défini.
5	General undertakings	Erreur ! Signet non défini.
6	Enforcement	Erreur ! Signet non défini.
7	Register and fee	Erreur ! Signet non défini.
8	Liability of the Secured Parties	Erreur ! Signet non défini.
9	Order of distributions	Erreur ! Signet non défini.
10	Saving provisions	Erreur ! Signet non défini.
11	Discharge of Security	Erreur ! Signet non défini.
12	Expenses	Erreur ! Signet non défini.
13	Ambiguity and rights	Erreur ! Signet non défini.
14	Successors and assigns	Erreur ! Signet non défini.
15	Notices	Erreur ! Signet non défini.
16	Governing law and jurisdiction	Erreur ! Signet non défini.
	SCHEDULE 1 The Original Lenders	Erreur ! Signet non défini.
	SCHEDULE 2 List of Hedging Documents	Erreur ! Signet non défini.
	SCHEDULE 3 Free translation of the Pledge in English ...	Erreur ! Signet non défini.

THIS SECURITIES ACCOUNT PLEDGE AGREEMENT (hereinafter, together with its Schedules and as amended from time to time, the "**Agreement**"), is made between:

- (1) **TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED**, an English private company limited by shares, whose registered office is at 1 Kingsway, WC2B 6AN London United Kingdom, with registration number 9342829, acting in its capacity as pledgor (the "**Pledgor**");
- (2) **BANCO SANTANDER, S.A.**, a Spanish *Sociedad Anonima* organised under the laws of Spain, whose registered office is at 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Spain, with registration number A-3900013, acting in its capacity as facility agent under the Facilities Agreement (as defined below) (the "**Agent**" which expression includes its successors and assigns in title);
- (3) **BANCO SANTANDER, S.A.**, a Spanish *Sociedad Anonima* organised under the laws of Spain, whose registered office is at 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Spain, with registration number A-3900013, acting in its capacity as security agent and intercreditor agent under the Facilities Agreement and the Intercreditor Agreement (as defined below) (the "**Security Agent**" or the "**Intercreditor Agent**" which expressions include its successors and assigns in title);
- (4) **THE FINANCIAL INSTITUTIONS** listed in Schedule 1 (*The Original Lenders*) to this Agreement, acting in their capacity as existing lenders under the Facilities Agreement (as defined below) (the "**Original Lenders**" and, together with their successors, transferees and assigns in title under the Facilities Agreement, the "**Lenders**"), represented for the purpose hereof by the Security Agent;
- (5) **BANCO SANTANDER, S.A.**, a Spanish *Sociedad Anonima* organised under the laws of Spain, whose registered office is at 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Spain, with registration number A-3900013, acting in its capacity as original hedging bank under the Hedging Documents (as defined below) (the "**Original Hedging Bank**" and, together with its successors, transferees and assigns in title, the "**Hedging Bank**"), represented for the purpose hereof by the Security Agent; and
- (6) **SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU TONNEROIS**, a French *société à responsabilité limitée* with a share capital of €3.700, whose registered office is at 5 place Charles Beraudier, 69003 Lyon, with registration number 799 760 871 RCS Lyon (the "**Company**").

WHEREAS:

- (A) Pursuant to the Facilities Agreement (as defined below), the Lenders have agreed to provide to the Company facilities to finance the development, construction and operation of a 20 MW wind farm composed of ten wind turbines and two substations to be owned by the Pledged Debtor and located in the French *Département de l'Yonne* located in the territories of two cities Moulins-en-Tonnerrois and Passilly and in particular:
 - (c) a term loan facility in an aggregate principal amount not exceeding €23,937,049.26 (the "**Term Loan Facility**"); and
 - (d) a revolving loan facility in an aggregate principal amount not exceeding €2,400,000 (the "**VAT Facility**").
- (B) The Company has entered into the Hedging Documents (as defined below) with the Original Hedging Bank in accordance with the hedging strategy as set out in clause 24.30 (*Hedging Strategy*) of the Facilities Agreement.

- (C) Pursuant to the terms of the Intercreditor Agreement (as defined below), the Security Agent has been appointed by the Secured Parties (as defined below) to exercise certain rights, authorities and powers belonging to the Secured Parties under this Agreement.
- (D) In order to secure the Secured Liabilities (as defined below), the Pledgor has agreed to grant a pledge over all the Shares (as defined below) in favour of the Secured Parties on the terms set out below.

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

1 Definitions and Interpretation

1.1 In this Agreement:

"Business Day" means a "Business Day" as this term is defined in the Facilities Agreement.

"Currency of Account" means the currency in which the relevant indebtedness is denominated or, if different, is payable.

"Declared Default" means an Event of Default in respect of which a notice of acceleration has been served pursuant to clause 27.25 (*Acceleration*) of the Facilities Agreement.

"Event of Default" means an "*Event of Default*" as defined under the Facilities Agreement. For the avoidance of doubt, a Potential Event of Default (as defined under the Facilities Agreement) may under no circumstances be construed as an Event of Default under this Agreement.

"Facilities Agreement" means the €26,337,049.26 facilities agreement dated 2 December 2015 made between, *inter alios*, the Company as borrower, the Agent, the Security Agent, the Lenders and the Hedging Bank as may be further amended, varied, novated or supplemented from time to time.

"Finance Documents" means the "*Finance Documents*" as this term is defined in the Facilities Agreement.

"Hedging Documents" means each document entered into or to be entered into between the Company and the Hedging Bank listed in Schedule 2 (*List of Hedging Documents*) or which complies with the terms of the Intercreditor Agreement.

"Intercreditor Agreement" means the Intercreditor agreement dated 2 December 2015, entered into between, *inter alios*, the Company, the Lenders, the Agent, the Hedging Bank, the Pledgor, the Intercreditor Agent and the Security Agent as may be further amended, varied, novated or supplemented from time to time.

"Party" means a party to this Agreement.

"Pledge" means the pledge made in favour of the Secured Parties over the Shares pursuant to this Agreement.

"Secured Liabilities" means all payment and repayment obligations at any time due, owing or incurred by the Company to any Secured Party under or in respect of any Finance Document including any liability in respect of any further advances made under the Finance Documents, whether present or future, actual or contingent (and whether

incurred solely or jointly and whether as principal or surety or in some other capacity), including:

- (a) as Borrower under the Facilities Agreement:
 - (a) under the Term Loan Facility in a maximum principal amount not exceeding €23,937,049.26; and
 - (b) under the VAT Facility in a maximum principal amount not exceeding €2,400,000; and
- (b) as party under the Hedging Documents,

In each case, increased by all sums due as interests, default interests, indemnities, penalties, costs, fees or incidental expenses, all born under, and calculated pursuant to, the Finance Documents.

"Secured Parties" means together the Agent, the Intercreditor Agent, the Security Agent, the Lenders and the Hedging Bank.

"Shares" means the three thousand and seven hundred (3,700) shares of a nominal value of €one (1 euro) each numbered from 1 to 3,700 issued by the Company and owned by the Pledgor as of the date of this Agreement representing 100 per cent. (100 %) of the share capital of the Company and any other shares coming in the scope of the Pledge pursuant to Clauses 2.2 and 2.3.

- 1.2 The provisions in clause 1.2 (*Interpretation*) of the Intercreditor Agreement apply to this Agreement *mutatis mutandis*.
- 1.3 In this Agreement, unless a contrary indication appears, terms used in the Intercreditor Agreement and not defined in Clause 1.1 of this Agreement have the same meaning when used herein and, to the extent that such terms are not defined in the Intercreditor Agreement, words and expressions defined in the Facilities Agreement shall have the same meanings when used in this Agreement.
- 1.4 This Agreement is entered into subject to the Intercreditor Agreement and, to the extent that any provision of this Agreement is inconsistent with the Intercreditor Agreement, the Intercreditor Agreement shall prevail, unless this would invalidate or impair the security interest created or purportedly created under this Agreement.

2 Grant and scope of the Pledge

2.1 Pledge of the Shares

In order to secure the full and punctual payment, performance and discharge of the Secured Liabilities, the Pledgor hereby grants a first rank pledge to the Secured Parties over the Shares, in accordance with articles 2355 et seq. of the French *Code civil* and articles L. 521-1 and seq. of the French *Code de commerce*.

2.2 Scope of the Pledge

- 2.2.1 It is expressly agreed that the Pledge will extend to all shares coming in substitution or in addition to the Shares as a result of exchange, merging, division, allocation, preferential right of subscription (*droit préférentiel de souscription*), option or by any other means. The Pledgor undertakes to

carry out, at its own expense, any formalities which may be necessary or useful for this purpose.

2.2.2 It is expressly agreed that the Pledge will extend also to the product of any reimbursement or amortization of the Shares as well as, more generally, to any amount paid or payable to the Pledgor as compensation or otherwise, and which would only be the representation by subrogation real (*subrogation réelle*) of all or part of the Shares. The Pledgor undertakes to carry out, at its own expense, any formalities which may be necessary or useful for this purpose.

2.2.3 If, after the date of signature of this Agreement, the Pledgor acquires or subscribes in any way (i) any new share representative of the share capital of the Company or (ii) any option giving right to the allocation of shares issued in representation of a proportion of the share capital of Company, the Pledge extend to such shares or options. The Pledgor undertakes to carry out, at its own expense, any formalities which may be necessary or useful for this purpose.

2.3 The Pledgor undertakes to maintain the percentage of share capital in the Company, which the Shares represent, at the date of this Agreement and for this purpose, to subscribe for, or do its utmost to benefit from any increase in the share capital of the Company in order to pledge all shares so subscribed in accordance with Clause 2.2.3. The Pledgor undertakes to carry out, at its own expense, any formalities which may be necessary or useful for this purpose.

3 Approval

3.1 As from the date hereof, the Pledgor delivers to the Security Agent (i) a certified copy of the articles of association of the Company and (ii) a certified copy of the decision of the sole shareholder of the Company authorizing by anticipation and as necessary the Secured Parties as well as any purchaser of the Shares and (regardless of the mode of enforcement retained) as future shareholders of the Company in case of enforcement of the Pledge in accordance with the articles of association of the Company and the provisions of article L. 228-15 of the French *Code de commerce*.

3.2 As a consequence, in case of enforcement of the Pledge, the said Secured Parties will be deemed to have been approved as shareholders of the Company in case of appropriation, judicial allocation or public auction of all or part of the Shares, unless, in accordance with the applicable regulations, the Company chooses to repurchase the Shares.

4 Representations and warranties

4.1 The Pledgor represents and warrants on the date hereof to the Secured Parties as follows:

4.1.1 the Pledgor has the power and authority to grant the Pledge arising from this Agreement and there is no legal, regulatory or contractual obstacle to the execution of this Agreement and the grant of the Pledge resulting from

insolvency, insolvency proceedings, lack of authority or consent, or acts which are ultra vires or contrary to the activities of the company, or for any other reason;

- 4.1.2 subject to the prior approval referred to in Clause 3 and to the completion of the formalities referred to in Clause 7, all of the authorisations and consents of the Company and of its shareholder necessary to execute this Agreement and to grant an enforceable pledge over the Shares, have been obtained and remain in force;
 - 4.1.3 the Shares owned by the Pledgor represent all of the shares of the Company, and all of the share capital and voting rights of the Company;
 - 4.1.4 the Shares belong to it in full property, have been validly subscribed and are fully paid-up;
 - 4.1.5 the Shares are not the subject of any security, attachment, escrow or encumbrance of any nature whatsoever, other than the Pledge;
 - 4.1.6 the Shares are, with the exception of legal and statutory provisions relating to approval of purchasers of the Shares, subject to any statutory, conventional or judicial restrictions affecting their free availability or likely to affect the rights and prerogatives of the Secured Parties under this Agreement; in particular, the Shares are not representative of industry contributions and there is no statutory or non-statutory mechanism which adjust the terms of the sale of the Shares such as preferential rights (*droit de préférence*) or pre-emption rights (*droit de préemption*);
 - 4.1.7 there is no option to the benefit of any third party relating to the subscription or the purchase or whatsoever of any of the shares of the Company and, more generally, no agreement is currently in force under the terms of which the Company undertook to issue new shares in favour of any person other than the Pledgor;
 - 4.1.8 the Pledge creates a first ranking pledge over the Shares as a security of the Secured Liabilities.
- 4.2 The representations and warranties made pursuant to Clauses 4.1.1 to 4.1.8 above shall be deemed repeated on the dates set out in clause 19.37 (*Repetition*) of the Facilities Agreement.

5 General undertakings

The Pledgor irrevocably undertakes to the Secured Parties on the date hereof and for the all duration of this Agreement as follows:

- 5.1 to own the Company's entire share capital and voting rights;
- 5.2 after the Security Agent first request and at the Pledgor's cost, to sign, and/or provide all documents, conduct any formality and, more generally, do whatever the Security Agent reasonably requires as necessary in order to establish or perfect the Pledge, to maintain, preserve or facilitate the exercise of any rights vested in the Secured Parties under this Agreement;

- 5.3 to promptly provide the Security Agent with any information relating to the Pledge, the Shares, or the share capital of the Company, including any useful information regarding a proposed share capital increase or reduction, or a merger operation, or any operation which might affect the share capital of the Company;
- 5.4 to promptly provide (or ensure that the Company provides) the Security Agent with any information and document relating to the Shares or the share capital and do whatever the Security Agent may reasonably require and take all measures necessary in this regard;
- 5.5 to immediately inform the Security Agent about the occurrence and the progression of any event (including any litigation or administrative, judicial or arbitral proceedings, and any protective or implementing measure regarding the Shares) which could adversely affect the rights of the Secured Parties under this Agreement;
- 5.6 to promptly inform the Security Agent:
 - 5.6.1 of its purchase or of the conclusion of any agreement in order to acquire new shares of the Company;
 - 5.6.2 of the issuing by the Company and of its subscription of any additional shares of the Company;
- 5.7 to do whatever necessary to protect its rights on the Shares against any demand or action from a third party which could adversely affect the rights of the Secured Parties under this Agreement;
- 5.8 in case of the Pledge turns out or risks to turn out, at any time, null and void, or unenforceable, to grant, at the Security Agent's request, to the Secured Parties any equivalent security as a replacement for this Pledge as guarantee of payment and the proper performance of the Secured Liabilities;
- 5.9 to do whatever it could be reasonably requested by the Security Agent, in order to give full effect to the rights of the Secured Parties under this Agreement;
- 5.10 not to sell, dispose, transfer, exchange or otherwise dispose in any manner, of the Shares, in whole or in part, without the Security Agent's prior consent;
- 5.11 not to create or permit to create or subsist any privilege or any security offsetting the Shares, except the Pledge;
- 5.12 not to conclude or permit to subsist any option or agreement enabling anyone to require from the Pledgor to sell or dispose of the Shares in any manner;
- 5.13 not to invalidate, amortise or reduce the share capital of the Company;
- 5.14 not to exercise its rights and prerogatives as a shareholder of the Company (including the exercise of the voting rights attached to the Shares) in any way that might reduce the value of the Pledge or adversely affect the rights and prerogatives of the Secured Parties under this Agreement (including by voting any resolution to amend the articles of association so as to limit the transferability of the Shares for the benefit of the Secured Parties or any purchaser or appointee);
- 5.15 not to enter in any agreement or sign any document which will infringe any provision of this Agreement, or could adversely affect the rights of the Secured Parties under this Agreement;

- 5.16 not to sue the Company to force it to payments, if the Company has been granted with a delay by the Secured Parties, or by one of them;
- 5.17 subject to any mandatory provision relating to insolvency proceedings and the provisions of the Finance Documents, not to claim for any extension, any debt cancellation in whole or in part, or any other measure that may be imposed to the creditors of the Company in the context of a insolvency proceeding or any other similar proceeding;
- 5.18 not to exercise any right of subrogation to the rights of the Secured Parties against the Company, the Pledgor might have pursuant to the Pledge, either this right is contractual or legal, as long as the Secured Obligations have not been settled;
- 5.19 not to exercise any right that the Pledgor could hold against the Company pursuant to the Pledge which enables the Pledgor to claim any repayment or any compensation, either this right is contractual or legal or that this right exists before or after (i) any payment that may be made by the Pledgor to the Secured Parties or (ii) any full or partial enforcement of the Pledge;
- 5.20 not to claim for the benefit of any security granted to any Secured Party or for their benefit in order to guarantee the payment of the Secured Obligations, even if the Pledgor has fulfilled all or part of its obligations pursuant to this Agreement or, if the Pledge has been enforced in whole or in part; and
-
- 5.21 not to complete any act which may significantly affect the Pledge.

6 Enforcement

- 6.1 The Security Agent acting on behalf of the Secured Parties may, upon eight (8) days prior written notice sent to the Pledgor following the occurrence of a Declared Default or the occurrence of an Event of Default under clause 27.1 (*Non-Payment*) of the Facilities Agreement which is continuing, (i) immediately exercise all rights and remedies conferred on a beneficiary of a pledge (*nantissement*) of same nature as the Pledge, and (ii) enforce the Pledge in accordance with French law and the Intercreditor Agreement, including to proceed to the sale of all or part of the Shares in accordance with article 2346 of the French *Code civil* and article L. 621-3 of the French *Code de commerce*, claim for the judicial assignment of all or part of the Shares pursuant to article 2347 of the French *Code civil* or the provision of all or part of the Shares in accordance with article 2348 of the French *Code civil*.
- 6.2 Regarding the provision referred to in article 2348 of the French *Code civil*, it is agreed as follow:
- 6.2.1 In case of enforcement of the Pledge in accordance with Clause 6.1 above, the Parties irrevocably agree that the Secured Parties, in its absolute discretion and without prior court order, be automatically provided with all the Shares and all rights included in the scope of the Pledge (the Secured Parties will automatically purchase the Shares considered at the expiration of the period of eight (8) days referred in Clause 6.1, without the prior agreement or consent of the Pledgor). The Secured Parties will then be authorized to dispose freely of such assets.

6.2.2 For the purpose of Clause 6.2.1, the Parties irrevocably agree to appoint an expert equivalent to that to which is referred to in article 2348 of the French *Code civil* within eight (8) days of the notice of enforcement referred to in clause 6.1 above, among, in this order, (i) KPMG or (ii) Deloitte, (the "Expert" and together the "Experts") provided that the Parties, acting reasonably, are satisfied that the relevant Expert has no conflict of interests. In that case and in particular if:

- (a) in either Party's reasonable opinion, it is found that all the Experts have a conflict of interests and this situation is noticed to the other Parties within eight (8) days of the notice of enforcement referred to in Clause 6.1 by the Security Agent in accordance this Agreement, or
- (b) the Experts refuse to act as expert,

the Parties shall negotiate in good faith in order to appoint an independent expert working in Paris within five (5) Business Days, as from, should it be the case, the abovementioned notification or refusal. If the Parties do not choose an expert or disagree on the choice of the expert at the end of this period, the president of the Commercial Court of Paris (*Tribunal de commerce de Paris*), at the request of the Party who first makes the request, will appoint an expert inscribed on the list of experts of the Court of appeal of Paris, under the section "Economy and Finance", sub-section "Accounting" or "Finance" and whose specialty is the evaluation of social rights - mergers, divisions and contributions, or any other list replacing it. In all cases the determination of the expert shall be final and binding on the Parties. The Parties shall cooperate with the Security Agent in all actions necessary for the appointment of an expert.

6.3 The value of the Shares as of the date of enforcement of the Pledge (the "Value") shall be determined by the Expert in accordance with the following provisions:

- 6.3.1** the Expert shall enjoy all the independence necessary *vis-à-vis* the Parties;
- 6.3.2** the Expert shall act as joint agent (*mandataire commun*) for the Parties in accordance with the provisions of article 2348 of the French *Code civil*;
- 6.3.3** the Expert shall listen to the respective claims of the Parties;
- 6.3.4** the Expert shall deliver to the Security Agent and the Pledgor, within ten (10) Business Days after the date of its appointment, or any other reasonable period agreed by the Parties, its report setting forth its determination of the Value and the assessment methods used for the purpose of such determination. It is expressly agreed that the Expert shall select the assessment methods to be used in light of the circumstances prevailing at the time of enforcement of the Pledge;
- 6.3.5** the Parties shall provide the Expert with all information and documents available to them for the purpose of enabling the Expert to perform its mission;
- 6.3.6** if the Secured Parties become the owner of the Shares and their Value exceeds the amounts due to the Secured Parties, the Security Agent

(acting in the name and on behalf of the Secured Parties) shall promptly repay to the Pledgor the amount equal to the difference.

7 Register and fee

- 7.1** As of the date of this Agreement and in accordance with the provisions of Decree n° 2006-1804 dated 23 December 2006, taken for the purposes of article 2338 of the French *Code civil*, and to the extent permitted and required by law, the Security Agent, acting in the name and on behalf of the Secured Parties, will proceed to the registration (and when the time came to the renewal of registration) of the Agreement on the special register referred to in article 2338 of the French *Code civil*.
- 7.2** The Pledge will be registered in accordance with the English law. A free translation of this Pledge is provided in Schedule 3 (*Free translation of the Pledge in English*) only for the purposes of this registration. The French version of the Pledge is the one binding.
- 7.3** All rights, taxes, fees, penalties, present or future of any kind whatsoever and more generally all reasonable costs of the Secured Parties, including all fees and reasonable disbursements of advice relating to the preparation or the signing of this Agreement as well as to its execution or which will be subsequently or consequence, and including all fees registration and signification, will be payable by the Pledgor.
-

8 Liability of the Secured Parties

Subject to the terms of the Intercreditor Agreement, and, unless gross negligence or wilful misconduct, neither Security Agent or any Secured Party, or their officers, agents or employees (the "**Relevant Persons**") shall be liable to the Pledgor, any other Secured Parties or any other person for any costs, losses, liabilities or expenses relating to the enforcement of the Pledge or from any act, default, omission or misconduct of one of the Relevant Persons, in relation to this Pledge or to one of the Finance Documents.

9 Order of distributions

All amounts received or recovered by the Security Agent (acting in the name and on behalf of the Secured Parties) or by the Secured Parties in exercise of their rights under this Agreement and the Pledge shall, subject to the rights of any creditor having priority, be applied in accordance with the relevant provisions of the Intercreditor Agreement.

10 Saving provisions

10.1 Indivisible security

Subject to Clause 11 (*Discharge of Security*), the Pledge is continuing security and will extend to the date on which the Secured Liabilities have been irrevocably paid in full in accordance with the Finance Documents and the Secured Parties have no commitment under the Finance Documents, regardless of any intermediate payment or discharge in whole or in part.

10.2 Reinstatement

If any payment by the Pledgor or any discharge given by a Secured Party (whether in respect of the obligations of any obligor under the Finance Documents or any security for those obligations or otherwise) is avoided or reduced as a result of insolvency or any similar event:

- (i) the liability of the Pledgor pursuant to the Agreement and the Pledge shall continue as if the payment, discharge, avoidance or reduction had not occurred; and
- (ii) each Secured Party shall be entitled to recover the value or amount of that security or payment from the Pledgor, as if the payment, discharge, avoidance or reduction had not occurred.

10.3 Waiver of defences

To the fullest extent permitted by law, the validity and effect of the Pledge will not be contested or affected in any way by any event or circumstance whatsoever, in particular as a result of the invalidity of any provision of any Finance Document or related documents being void, or the amendment of any terms of any Finance Documents or Secured Liabilities, or any event which affects any other security for the Secured Liabilities.

10.4 Additional Security

The Pledge is in addition to and is not in any way prejudiced by any other guarantee or security now or subsequently held by any Secured Party.

11 Discharge of Security

- 11.1 Subject to Clause 12 (*Expenses*), if the Secured Liabilities have been irrevocably paid in full in accordance with the Finance Documents and the Secured Parties have no commitment under the Finance Documents, the Security Agent shall promptly at the request and cost of the Pledgor release (*donner mainlevée*) the Pledge and cancel the registration provided by Clause 7 of the Agreement.
- 11.2 In case of assignment or transfer of part of the Shares or more generally if the Pledgor does no longer own the totality of the share capital and voting rights of the Company in accordance with the provisions of the Finance Documents (including the provisions of the Facilities Agreement regarding the Change of Control), the Security Agent undertakes, on demand and expense of the Pledgor, to promptly release the Pledge and cancel the registration provided by Clause 7 of the Agreement, provided that the new shareholder of the Company and the Pledgor each agree to grant a pledge on the purchased shares, in strict accordance with this Pledge, *mutatis mutandis*, so that all the Shares of the Company are pledged in favour of the Secured Parties at any time.

12 Expenses

12.1 Costs and expenses

The Pledgor shall, within five (5) Business Days of demand, pay the Security Agent the amount of all costs and expenses (including legal fees) incurred by it or any Secured Party in connection with the enforcement of, or preservation of any rights under, this Agreement, the Pledge and/or any amendment, waiver, consent or release (including the cancelling of the registration provided by Clause 7 of the Agreement) under or in connection with this Agreement and the Pledge.

12.2 Payments

All payments by the Pledgor under this Agreement (including damages for its breach) shall be made in the Currency of Account and to such account, with such financial institution and in such other manner as the Security Agent may reasonably direct.

13 Ambiguity and rights

13.1 Ambiguity

Where there is any ambiguity or conflict between the rights conferred by law and those conferred by or pursuant to any Finance Document, the terms of that Finance Document shall prevail.

13.2 Rights

No failure to exercise, nor any delay in exercising, on the part of any Secured Party, any right or remedy under any Finance Document shall operate as a waiver, nor shall any single or partial exercise of any right or remedy prevent any further or other exercise or the exercise of any other right or remedy. The exercise of any of its rights will not prevent the subsequent exercise of those rights and / or remedies in a similar manner or in any other way. The rights and remedies provided in the Finance Documents are cumulative and not exclusive of any rights or remedies provided by law.

14 Successors and assigns

14.1 All rights and prerogatives of the Secured Parties under this Agreement and the Pledge shall benefit to their respective successors, transferees and assigns.

14.2 In the event that a transfer by any of the Secured Parties of its rights and/or obligations under the relevant Finance Documents occurred or was deemed to occur by way of novation, that Secured Party expressly reserves and maintains its rights and prerogatives under this Agreement and the Pledge for the benefit of its transferee, in accordance with the provisions of article 1278 of the French *Code civil*.

15 Notices

Each communication to be made under or in connection with this Agreement shall be made in accordance with clause 35 (*Notices*) of the Facilities Agreement, as though the same was set out herein *mutatis mutandis*.

16 Governing law and jurisdiction

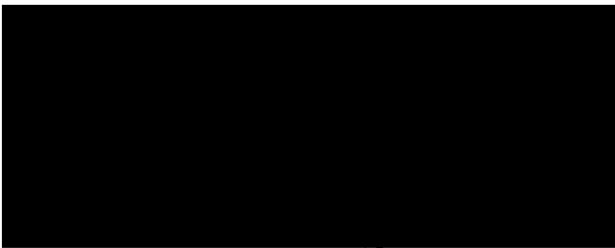
- 16.1** This Agreement and any non-contractual obligations arising out of or in connection with them shall be governed by, and construed in accordance with, French law.
- 16.2** The Pledgor irrevocably submits to the jurisdiction of the Commercial Court of Paris (*Tribunal de commerce de Paris*) for the purpose of hearing and determining at first instance any dispute arising out of this Agreement (including a dispute relating to any non-contractual obligation arising out of or in connection with this Agreement) and for the purpose of the enforcement of the Agreement.

Signed in Paris, on 2 December 2015

In 4 (four) original copies,

The Pledgor

TONNEROIS (HOLDINGS) LIMITED

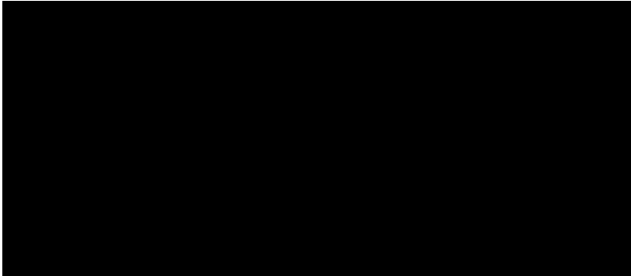
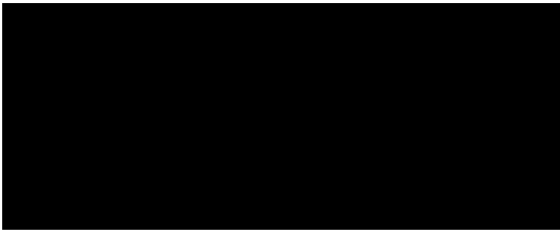


Authorised signatory

The Security Agent

acting in the name and on behalf of the
Secured Parties

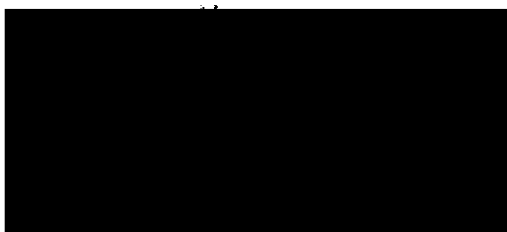
BANCO SANTANDER, S.A.



Authorised signatory

The Company

SOCIÉTÉ D'EXPLOITATION DU PARC
ÉOLIEN DU TONNERROIS



Authorised signatory

SCHEDULE 1

The Original Lenders

BANCO SANTANDER, S.A., a Spanish *Sociedad Anonima* organised under the laws of Spain, whose registered office is at 9-12 Paseo de Pereda, Santander, Spain, with registration number A-3900013, acting through its French branch located at 40 rue de Courcelles, 75008 Paris, France with registration number 722 067 105 RCS Paris.

SCHEDULE 2

List of Hedging Documents

The ISDA 2002 master agreement and the related schedule entered into on or about the date of this Agreement between the SOCIETE D'EXPLOITATION DU PARC EOLIEN DU TONNEROIS and BANCO SANTANDER, S.A. as Original Hedging Bank.

SCHEDULE 3

Free translation of the Pledge in English